



## **CHRONIQUE PRISON – JUSTICE**

### **JANVIER 2016**

**2/3/4 janvier** Pour le gouvernement, le temps des grands chantiers législatifs es révolu. Le début de l'année va être marqué par le projet de loi constitutionnelle dit de « protection de la nation » qui prévoit la constitutionnalisation de l'état d'urgence et la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français condamnés pour des crimes « constituant une atteinte grave à la vie de la nation ». S'y ajoute un projet de loi ordinaire renforçant la lutte contre la criminalité organisée, son financement, l'efficacité et les garanties de la procédure pénale. Toujours côté justice, le projet de loi sur la « justice du XXI<sup>ème</sup> siècle » adopté par le Sénat, serait examiné par l'Assemblée Nationale fin janvier. En revanche incertitude à propos du projet de loi sur la justice des mineurs.

L'impossible sortie de l'état d'urgence est fixée au 26 février. Que faire ensuite ? Possible prorogation par le vote d'une nouvelle loi.

Un proche de SALAH ABDESLAM inculpé en Belgique. Dix complices présumés des auteurs des attentats du 13 novembre à SAINT-DENIS et à PARIS sont incarcérés dans un royaume en état d'alerte.

Etat d'urgence : le réveil des tribunaux administratifs. Des assignations à résidence ont été déclarées illégales faute de date de fin. Tous les arrêtés pourraient être à revoir.

**5 janvier** – Déchéance de nationalité : les binationaux amers. Des Français titulaires d'une double nationalité craignent que soit créée une « sous-catégorie » de citoyens.

A droite, une majorité d'élus pourraient voter en faveur de la révision constitutionnelle. Sur la déchéance de nationalité, les dirigeants de Les Républicains ont des avis divergents et alambiqués.

L'homme qui a foncé sur des militaires devant la mosquée de VALENCE mis en examen.

**6 janvier** – Manuel VALLS veut imposer des mesures d'exception dans le Code Pénal. Le texte accorde des pouvoirs supplémentaires aux procureurs et à la police des prérogatives jusqu'ici réservées aux seuls juges d'instruction. Les procureurs pourront ordonner des perquisitions de nuit ou poser des micros lors des enquêtes préliminaires, secrètes et non contradictoires. Le préfet eux-mêmes pourront ordonner des fouilles ou assigner à résidence des suspects dans une sorte de contrôle judiciaire, mais sans juge. Usage facilité des armes par la police : de la légitime défense à l'état de nécessité.

**7 janvier** – Malaise après des agressions en série près de la gare centrale à COLOGNE survenues la nuit de la Saint Sylvestre. 90 plaintes ont été déposées. Les agresseurs sont décrits comme « d'origine arabe et nord-africaine ». La Chancellerie craint le risque d'amalgame avec les réfugiés.

Ultime offensive d'OBAMA contre les armes à feu. 33696 morts par armes à feu en

2013 aux Etats-Unis (suicides 21175).

« La déchéance pour tous » juridiquement difficile à imposer. La mesure divise le Parti socialiste qui donnera sa position officielle le 18 janvier. Dans les faits, seul le droit national empêche la France de créer des apatrides.

Viols et diffusion d'images : deux hommes mis en examen. Sur la vidéo publiée sur les réseaux sociaux, la jeune femme apparaît totalement inconsciente.

Alain JUPPE met un coup de barre à droite pour mieux soigner son électorat conservateur. Rétablissement des peines planchers, suppression des réductions automatiques de peines. Lire dans son deuxième livre « Pour un Etat fort ».

**8 janvier** – TUBIRA assume le virage sécuritaire. La garde des sceaux, qui avait pris ses distances avec la déchéance de nationalité, est rentrée dans le rang. Une chose est sûre, Madame TAUBIRA est décidée à rester coûte que coûte, et à afficher une loyauté sans faille.

Déchéance : une polémique qui n'en finit pas. En annonçant que la France ne créera pas « d'apatrides », Manuel VALLS revient au projet initial.

Tribune de Bernard CAZENEUVE et Christiane TAUBIRA « Non le gouvernement ne procède pas à une mise à l'écart de la justice ! Le projet de loi visant à renforcer la lutte contre la criminalité organisée a été longuement mûri. Il comportera des avancées considérables pour les libertés publiques. Nous sommes à l'Intérieur et à la Chancellerie, main dans la main contre le terrorisme ».

**9 janvier** – Intégration : les réussites et les blocages français. La société française en dépit de ses doutes, parvient plutôt bien à intégrer les immigrés, même si beaucoup de jeunes restent enfermés dans un ghetto. Les enfants d'immigrés obtiennent des diplômes, rencontrent conjoints et amis mais restent victimes du chômage et de la discrimination. L'intégration sociale est en marche mais l'insertion économique des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> générations reste difficile, notamment pour les maghrébins. Etude de l'INED et de l'INSEE – 22.000 personnes ont été interrogées.

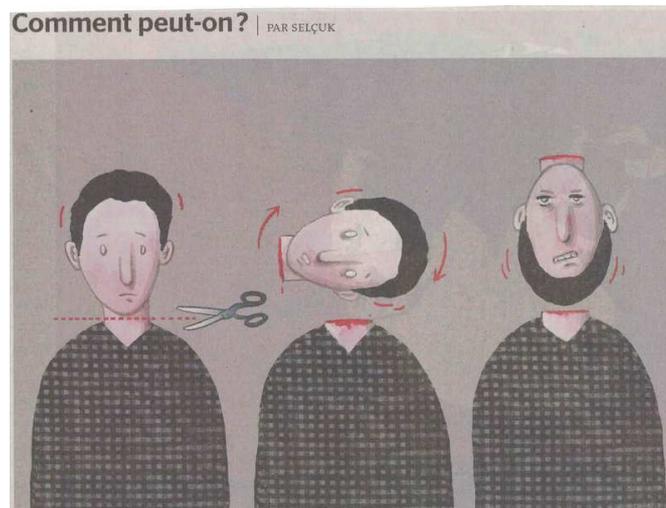
Israël s'attaque au terrorisme d'extrême droite. Pour la 1<sup>ère</sup> fois le Shin Bet a utilisé des méthodes d'interrogation musclée à l'encontre d'extrémistes juifs.

La libération conditionnelle de Patrick HENRY accordée par le Tribunal de l'Application des Peines a fait l'objet d'un appel du Parquet « son projet d'accompagnement n'était pas assez encadrant ». Il avait été condamné en 1977 à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'un enfant.

Faire face au djihadisme. Hors-série du Monde et de France Info 100 pages 8,50 euros. « Ce qui surviendra, nul ne le sait. Mais chacun comprend qu'il faudra pour le percevoir, être calme, divers et libre » Patrick BOUCHERON historien médiéviste.

**10 janvier** – Jusqu'où peut aller Christiane TAUBIRA. La ministre de la justice a répété son opposition à la déchéance de nationalité des binationaux, qu'elle devra pourtant défendre au Parlement. Malgré les critiques de la droite, aucune démission n'est pour le moment envisagée. « Elle est toujours utile pour HOLLANDE, car elle reste un

symbole pour le peuple de gauche » analyse un ministre.



L'identité de l'assaillant du commissariat parisien connue. C'est un Tunisien de 24 ans.

Les mosquées appelées à ouvrir leurs portes au grand public. Lancée par le Conseil français du culte musulman, cette invitation vise à mettre un terme aux amalgames dont souffre la communauté.

« Des barreaux et des planches ». Ils devaient être 8 sur la scène de l'Apostrophe, un théâtre de CERGY dans le Val d'Oise, pour jouer la pièce qu'ils préparent depuis un an à la Maison d'Arrêt d'OSNY. Entre temps, l'état d'urgence a été instauré.... La pièce intitulée « Paroles de dedans » a été écrite dans un atelier en prison. Le metteur en scène est Olivier BRUNHES. Deux détenus ont obtenu des permissions de sortie pour pouvoir jouer, 6 n'ont pas pu sortir, des acteurs les ont remplacés. Deux soirées ont eu lieu en décembre devant une salle comble.

**12 janvier** – Migrants : comment COLOGNE a tout changé. Les nombreuses agressions sexuelles du 31 décembre contraignent Angela MERKEL à infléchir son discours. 516 plaintes ont été déposées dont 40% pour agression sexuelle.

Cette déchéance qui remue les militants du PS « C'est la négation de nos valeurs. Si au moins toutes leurs mesures étaient efficaces.... » Julien DESCLOQUEMON Militant PS à Roubaix.

Les prisons confrontées au manque de surveillants. 2200 emplois devraient être créés en 3 ans, le nombre de postes non pourvus est déjà estimé à 1400. Le taux d'abandon entre l'entrée à l'école et la titularisation est de 9 à 16% selon les promotions.

Signature d'un relevé de conclusions entre Christiane TAUBIRA et quatre syndicats. En moyenne pour les 30.000 agents concernés, cela fait 600 euros de plus par an. Négociation prochaine à propos des fouilles des détenus, les syndicats de surveillants y sont attachés.

L'usage des armes au cœur du procès d'un policier. Damien SABOUNDJIAN comparait pour avoir tué Amine BENTOUNSI d'une balle dans le dos, en avril 2012.

Jusqu'où les policiers peuvent-ils aller face à un fuyard ?

Goutte d'or : l'assaillant est passé par l'Allemagne.

« PRISON, Le choix de la raison » de Stéphane JACQUOT et Dominique RAIMBOURG – Economica 19 euros. Changer notre politique carcérale : Deux fléaux la surpopulation et l'absence de suivi. En 2014 80% des sorties de prison sans aucun suivi ni contrôle, 98% pour les peines de moins de six mois. Il faudrait créer une entreprise publique chargée de développer le travail en détention et le retour à l'emploi des sortants de prison. Mettre en place une justice réparatrice favorisant la rencontre entre auteurs d'infractions et victimes.

**13 janvier** – Le choc à MARSEILLE après une agression antisémite. Un enseignant juif a été attaqué à la machette, lundi, par un lycéen se revendiquant « d'Allah et de Daesch ». Les débuts de l'enquête semblent démontrer que le jeune homme se serait radicalisé seul sur internet.

Imprévisibles et difficiles à combattre les attaques au couteau se multiplient. L'Etat islamique a appelé en 2015 ses partisans à tuer leurs victimes à l'arme blanche. « Les malades mentaux se saisissent de l'air du temps pour alimenter leur délire » Daniel ZAGURY expert psychiatre.

79100 migrants ont demandé l'asile en 2015 dont 5000 Syriens.

La Suède a caché des agressions sexuelles par des migrants lors d'un festival de musique (38 agressions et 2 viols). En Autriche aussi des violences au nouvel an.

**14 janvier** – Après l'agression de MARSEILLE, le traumatisme des Français juifs. Le consistoire de Marseille propose de renoncer au port de la kippa. Les responsables religieux nationaux s'y opposent. L'agresseur de l'enseignant à Marseille se dit « très fier de son acte ». La radicalisation violente de ce lycéen était passée inaperçue de son entourage.

Affaire BETTENCOURT : relaxe pour le majordome et les journalistes. Le tribunal a estimé que l'enregistrement des conversations de la milliardaire était un « acte socialement utile ».

Le curé, « la peur de manquer » et les 700.000 euros de denier du culte volés. Le parquet a requis trois ans de prison avec sursis.

Prison ferme pour les syndicalistes de GOODYEAR qui avaient séquestré deux directeurs en janvier 2014. Jugement inédit, aucune peine de prison ferme n'avait jamais été prononcée dans des cas similaires. Ils ont décidé de faire appel.

La TURQUIE frappée en plein cœur par l'Etat islamique. Dix personnes, dont 8 allemands ont été tués dans un attentat suicide.

A COLOGNE, « ce ne sera plus jamais comme avant ». La ville allemande, qui s'était fortement engagée pour les réfugiés, est traumatisée par les violences du Nouvel An.

Déchéance de nationalité : récit d'une transgression, entre l'annonce faite au Congrès

de VERSAILLES le 16 novembre 2015 et sa confirmation surprise au conseil des ministres le 23 décembre. « Dans quelle situation vas-tu placer les députés de la majorité ? » Christian TAUBIRA à François HOLLANDE. Manuel VALLS a annoncé qu'il défendrait lui-même le texte.



Marc MACHIN, acquitté fin 2012 après avoir été condamné en 2004 et 2005 pour un meurtre, a été écroué pour s'être soustrait à ses obligations liées à d'autres condamnations pour des affaires de vol et agressions sexuelles.

**15 janvier** – A la prison d'OSNY, le tâtonnement lutte contre le terrorisme. Le « Monde » a rencontré des détenus ayant participé à un programme pilote de dé radicalisation. 9 volontaires racontent leurs parcours. « On a grandi dans des ghettos fermés. Tout était fermé même dans nos têtes » explique l'un deux. « La difficulté sera d'interpréter leur sincérité » admet l'administration. Le Ministère de la justice prévoit l'ouverture de cinq « quartiers dédiés ». Ils devraient accueillir une centaine de détenus pour des faits de terrorisme. Un renforcement du renseignement et le recrutement de personnel spécialisé doivent permettre de détecter les détenus qui se radicalisent.

Les quartiers dédiés, objectif ambitieux mais une méthode empirique. 25 janvier ouverture de deux quartiers à OSNY et à LILLE ANNOEULLIN. Chacun accueillera une vingtaine de personnes, elles devront suivre durant 6 mois un « programme intensif » de quatre demi-journées par semaine. Fin mars 2 unités ouvertes à FLEURY MEROGIS, l'unité de FRESNES revoit son fonctionnement. Au total 5 unités pour une centaine de détenus. Géraldine BLIN est directrice du projet de lutte contre la radicalisation à l'Administration Pénitentiaire. Une centaine de surveillants volontaires et des conseillers pénitentiaires seront affectés à ces quartiers : formation 3 semaines. La radicalisation pourrait concerner entre 700 et 2000 détenus sur 68000.

Djakarta frappée par des attaques djihadistes. Cinq assaillants et deux civils ont été tués jeudi dans la capitale indonésienne.

Le retour du « délit de solidarité » avec les migrants. Un britannique est jugé, jeudi, pour avoir tenté de faire passer une fillette afghane de Calais en Angleterre.

La réforme du Conseil supérieur de la magistrature est relancée. Présenté au Conseil des Ministres en 2013, le projet semblait oublié. « La révision constitutionnelle offre

une nouvelle opportunité pour cette réforme » d'après François HOLLANDE l'objectif est de renforcer l'indépendance de la justice et notamment du parquet.

**16 janvier** – La justice s'alarme d'être mise à l'écart. Les deux plus hauts magistrats de France Bertrand LOUVEL Premier Président de la Cour de Cassation et Jean Claude MARIN Procureur Général constatent la défiance renouvelée de l'Etat envers les juges. L'autorité judiciaire a été écartée du contrôle des lois sur le renseignement et l'état d'urgence. Virginie DUVAL Présidente de l'Union Syndicale des Magistrats et Clarisse TARON Présidente du Syndicat de la Magistrature soulignent le courage de ces deux magistrats.

Sur la déchéance, Martine AUBRY cogne dur. « J'entends c'est un symbole, mais de quoi ? Un symbole ça unit ça grandit. La déchéance elle stigmatise ». « Ne pas gouverner avec les sondages, c'est la différence entre un homme politique et un homme d'Etat ».

« Face au terrorisme, la Cour Européenne des Droits de l'Homme doit être réaliste » Guido RAIMONDI nouveau Président de la CEDH.

Un huitième tueur des attentats de PARIS a été identifié. Chakib Akroub, un belgo-marocain de 25 ans s'était fait exploser lors de l'assaut du RAID à SAINT DENIS.

« Je ne comprends pas cette envie de tuer à 15 ans ». Traumatisé, l'enseignant juif agressé par un adolescent à MARSEILLE préfère désormais dissimuler sa kippa. 43% des juifs déclarent avoir déjà subi une agression antisémite.

Une « peine d'avertissement » pour le militant de CALAIS qui avait tenté de faire passer une Afghane en Angleterre 1000 euros d'amende avec sursis.

La violence a-t-elle un sexe ? La population féminine représente moins de 4% des incarcérations en France. Tout semble concourir à cette situation et en premier lieu, les préjugés sexistes de la société. « Malgré l'évolution du statut des femmes, il y a dans la distribution de la violence quelque chose qui résiste » Laurent MUCCHIELLI sociologue. Plusieurs chercheurs ont noté une clémence particulière à l'égard des femmes, si bien qu'une partie des délinquantes n'apparaît pas dans les statistiques.

**17 janvier** – Le Burkina Faso frappé à son tour par une attaque djihadiste. Al-Qaïda au Maghreb islamique a revendiqué les attentats.

Des bancs de l'université aux rangs de l'Etat islamique : Nabil FADLI, auteur de l'attentat à ISTAMBOUL le 12 janvier, s'est radicalisé au sein de groupes rebelles syriens.

A BOBIGNY, « la police tue et la justice acquitte ». Le policier qui a abattu Amine BENTOUSSI d'une balle dans le dos le 21 avril 2012 a été jugé en légitime défense. L'avocat général avait exhorté les jurés à ne pas rendre une décision pouvant « être interprétée comme un permis de tuer ».

Le Conseil Constitutionnel va examiner les perquisitions administratives et les interdictions de réunion, à la suite d'une question prioritaire de constitutionnalité posée par la Ligue des Droits de l'Homme.

« El Chapo » seigneur de la drogue. Depuis son fief mexicain, le narcotraffiquant a bâti un empire planétaire. 3<sup>ième</sup> puissance mondiale de la drogue derrière les yakuzas japonais et la mafia russe.

**19 janvier** – Tentative d’assassinat de deux surveillants de la prison de MEAUX. Le dimanche 17 janvier au matin une voiture a bousculé une surveillante et sérieusement blessé sa collègue, son pronostic vital est engagé.

Affaire KERVIEL : une magistrate esquisse ses doutes sur l’enquête et ses certitudes que la Société Générale savait tout des agissements de son ex-trader. Il s’agit d’un enregistrement clandestin de la conversation entre l’ancienne vice procureur de Paris et une policière jadis chargée de l’enquête.

Education : l’égalité des chances renforcée. Des « parcours d’excellence » vers le supérieur seront généralisés dans les collèges de ZEP. A la rentrée 2016, 350 collèges prioritaires doivent être parrainés par un établissement d’enseignement supérieur.

10,6% de la population active est au chômage, 2 941.000 chômeurs.

**20 janvier** – Le 31 décembre à COLOGNE, la nuit des chasseurs. 766 plaintes déposées dont plus de la moitié pour délits sexuels.

L’état d’urgence divise toujours plus le monde de la justice. Le Conseil d’Etat défend son rôle d’autorité administrative face aux critiques de l’institution judiciaire. Le terme de l’état d’urgence est fixé au 26 février, la question de son éventuelle prolongation va devenir insistante.

Attentats de PARIS : interpellation au MAROC. Proche d’Abaaoud, Gelel ATTAR était parti en Syrie avec l’un des terroristes du 13 novembre.

**21 janvier** – Nouvelle mise en examen de Patrick BALKANY. Il est accusé d’avoir omis de déclarer ou sous-évalué des biens immobiliers aux Antilles et au Maroc ; alors qu’il est déjà mis en examen pour fraude fiscale, corruption passive et blanchiment de fraude fiscale.

Le projet de « garde biterroise » de Robert MENARD suspendu par le tribunal administratif.

Le préfet Alain GARDERE, un policier proche de Nicolas SARKOZY, a été suspendu de ses fonctions car il est soupçonné de corruption.

**22 janvier** – HOLLANDE veut prolonger de 3 mois l’état d’urgence, le temps que la révision constitutionnelle et la réforme de la procédure pénale soient entérinées. La Ligue des Droits de l’Homme a saisi le Conseil d’Etat pour demander la suppression de l’état d’urgence.

Le préfet GARDERE présenté à la justice en vue de sa mise en examen pour des faits présumés de corruption et de trafic d’influence.

Jérôme KERVIEL, toujours gagnant. Le procès civil a été suspendu par la Cour

d'appel de VERSAILLES.

A PARIS, quatre mois de délai pour demander l'asile. La nouvelle loi devait réduire les procédures et les simplifier. Trois mois après, le système est paralysé.

**23 janvier** – Affaire LITVINENKO : la justice accuse POUTINE. L'opposant russe est mort empoisonné après avoir ingéré un thé contenant du polonium 210 en novembre 2006 à LONDRES. Le juge Robert OWEN : « l'opération a probablement été approuvée par M PATROUCHEV (ex patron du FSB) et aussi par le Président POUTINE ».

22000 djihadistes de l'Etat islamique tués par la coalition, dont un millier lors de raids de l'armée française.

Réforme constitutionnelle : vingt parlementaires de droite s'y opposent dont Nathalie KOSCISKO-MORIZET, Patrick DEVEDJIAN et Hervé MARITON.

Alain GARDERE : chute d'un pilier de l'ère SARKOZY. Il a été mis en examen pour corruption passive.

**24 janvier** – Policier de SEINE-SAINT-DENIS acquitté, le parquet fait appel, conformément à la position exprimée à l'audience par l'avocat général qui avait requis une condamnation.

Le Conseil d'Etat suspend une assignation à résidence prise dans le cadre de l'état d'urgence. Le juge a été convaincu de la bonne foi d'Halim A.

Hollande consulte sur la déchéance de nationalité. Paradoxalement c'est avec ses partenaires de gauche que le Chef de l'Etat s'est montré le moins diplomate.

**26 janvier** – L'état islamique menace de nouveau la France. L'organisation a diffusé une vidéo mettant en scène neuf ou dix auteurs des attentats de PARIS.

Centre Pénitentiaire de MONT DE MARSAN (PEMEGNAN). Depuis un an, l'administration pénitentiaire expérimente un nouveau mode de détention. Le modèle est espagnol, il s'intitule « RESPECTO », il s'agit de lutter contre les violences en prison.

Les détenus s'engagent par écrit à respecter les règles de vie en collectivité et à effectuer au moins 35 heures d'activités par semaine. Cela donne lieu à une évaluation quotidienne puis hebdomadaire, avec des récompenses à la clé ou au contraire des avertissements voire des exclusions (96 en un an). 367 détenus concernés, 30 surveillants volontaires. Les détenus dans ces modules de respect disposent des clés de leurs cellules.

Expérimentation à NEUVIL, à EYSES prochainement et à la Maison Centrale de Saint Martin de Ré au deuxième semestre 2016. La direction de Lille envisage de lancer cette expérience.

Michel 14<sup>ième</sup> SDF mort en Ile de France depuis novembre.

Le Conseil National des Barreaux demande à l'Etat de renoncer à prolonger l'état d'urgence, dont l'efficacité est épuisée.

**27 janvier** – Création d'un comité de soutien à Jacqueline SAUVAGE. Elle a été condamnée en 1<sup>ière</sup> instance et par la Cour d'appel à 10 ans de prison pour avoir tué son mari violent. Parmi les membres du Comité, Anne HIDALGO, Daniel COHN-BENDIT. Ils demandent la grâce présidentielle et la révision de la loi sur la légitime défense.

**28 janvier** – TAUBIRA claque la porte. Elle a démissionné du gouvernement après s'être opposée, sans succès, à la déchéance de nationalité. Le président de la commission des lois, Jean Jacques URVOAS, proche de Manuel VALLS la remplace au Ministère de la Justice. Son départ creuse la fracture au sein de la gauche sur les moyens de la lutte antiterroriste.

La référence à la bi-nationalité ne sera pas mentionnée dans le projet de réforme constitutionnelle. Le projet va être présenté par Manuel VALLS le 27 janvier devant la commission des lois de l'Assemblée Nationale.

Jungle de CALAIS : la droite dénonce l'inertie. Après les manifestations du week-end, Nicolas SARKOZY dénonce la « chienlit » et Alain JUPPE se rend sur place.

BARAKA CITY, l'organisation non gouvernementale islamique qui dérange. L'association mêle humanitaire et islam rigoriste. Elle est mise en cause après une émission de Canal+ « Je ne peux pas avoir un discours de G.I. Joc. Est-ce que BARAK CITY a la même logique que l'Etat islamique ? Non ». Idriss SIHAMEDI président de l'Association.

La colère gronde chez les procureurs sous pression. Devant la multiplication des tâches et la pénurie de moyens, les représentants des parquets renoncent à une partie de leurs missions.

**29 janvier** – HOLLANDE se passe de sa gauche. La démission de Christiane TAUBIRA marque une nouvelle victoire de la ligne VALLS, qui sort renforcé de cette séquence. VALLS élargit la déchéance de nationalité aux délits les plus graves, comme le demandait Nicolas SARKOZY.



Le départ de la garde des sceaux plus spectaculaire que son bilan. Passé le mariage pour tous, Me TAUBIRA a perdu un grand nombre d'arbitrages et plusieurs projets de loi ont été vidés de leur substance.

Les priorités de Jean Jacques URVOAS la réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature, la priorité absolue : « obtenir des moyens » « pour une justice en permanence au bord de l'embolie ».

**30 janvier** – L'Elysée examine la demande de grâce de Jacqueline SAUVAGE. François HOLLANDE doit recevoir la fille de cette femme vendredi. Le Président a exercé ce droit prévu par la Constitution article 17 en faveur du plus ancien détenu de France Philippe El Shemawy, condamné pour plusieurs braquages et évasions et libéré en janvier 2014.

HOLLANDE : la déchéance à l'usure. Avant le débat parlementaire, les députés se disent désarmés et las.

A MARSEILLE, un bon garçon radicalisé. Aux policiers, l'auteur de l'agression antisémite, a dit « être un partisan » de l'organisation Etat islamique.

**31 janvier** – Polémique sur les politiques de sécurité dans les lycées. Laurent WAUQUIER, Président d'Auvergne – Rhône – Alpes, veut équiper d'ici à la fin 2016 les établissements de la région.

Grâce de Jacqueline SAUVAGE : HOLLANDE se donne « le temps de la réflexion ».

Sur France5 « la parole est au garde des sceaux ». « J'ai le sentiment d'oppression dans cet endroit où on entasse du malheur, de la violence, des maladies » témoignage de Henri NALLET ancien ministre de la justice à propos des prisons. « Cela me pèse, parce que je suis responsable de ce qui s'y passe et en même temps, je sais au fond de moi que c'est presque sans solution ».